

## Journalistes en exil

Reportage | Pour avoir fait leur métier, ils sont devenus indésirables dans leur pays. A Paris, où ils sont souvent obligés de se reconverter tant bien que mal, la Maison des journalistes les a accueillis.

Le 25/04/2009 à 00h00

Erwan Desplanques - Télérama n° 3093



À gauche, J. Rémy Ngono; à droite, Dina Salman. - Photos: Laurent Villeret / Dolce Vita pour Télérama

**Sa première nuit en France**, c'était sur un banc. Un banc public recouvert de neige. Dina Salman n'avait rien à faire là. Au départ, la jeune journaliste irakienne visait la Suède, mais l'escale de Paris a mal tourné - les policiers ont retoqué son faux visa -, et son exil s'est achevé sur le pavé parisien, un soir de Noël. *Welcome*. A Bagdad, ce n'était pas beaucoup mieux : on lui avait promis une balle dans la tête. En 2004, les islamistes ciblaient de plus en plus les reporters locaux, et Dina Salman, interprète pour des télévisions étrangères, menacée à plusieurs reprises, a été contrainte de tout quitter. Maison, famille, pays.

**Cinq ans plus tard**, elle vit toujours ici. Elle a trouvé un toit en banlieue parisienne, un studio minuscule, « *infesté de cafards* », prend-elle soin de préciser. Dans la journée, elle enseigne l'anglais dans un centre de formation d'apprentis, pendant que son mari, ex-journaliste lui aussi, travaille comme agent de maintenance dans une HLM. Aujourd'hui, ils gagnent un smic à deux. L'équivalent de ce qu'ils touchaient parfois en une journée à Bagdad. Leur liberté leur coûte cher. Entre-temps, le couple a été hébergé par la Maison des journalistes, une institution du 15<sup>e</sup> arrondissement qui, depuis sa création en 2002, a accueilli 162 reporters, de 47 nationalités différentes (venant principalement d'Irak, de Turquie, du Cameroun, du Congo et d'Haïti...). Des professionnels des médias pour qui l'exil n'a pas été un choix, mais une condition de survie - d'après Reporters sans frontières, le nombre de journalistes tués dans le monde a augmenté de 244 % en cinq ans, et plus de deux sont arrêtés chaque jour.

**“Le problème fondamental, c'est la langue.  
La plupart d'entre eux ne la maîtrisent**

## ***pas suffisamment.”***

**Ceux qui parviennent à rejoindre la France** deviennent des immigrés comme les autres. Sans privilège, sinon cet hébergement de six mois offert par la Maison des journalistes. Le temps de se reconstruire - avec soutien moral, livres, disques, cours de français, etc. - et d'obtenir le statut de réfugié politique (1). Question carrière, par contre, c'est la douche froide. A Paris, ces journalistes en exil obtiennent plus aisément la carte de séjour que la carte de presse. Et acceptent ce qu'on leur propose, des offres d'emploi modestes - parfois des postes d'ouvrier ou de maître-chien - tandis que leur vocation est restée au pays, avec les persécutions qu'elle suscite. Chacun se recycle comme il peut. Une jeune journaliste birmane est devenue ouvrière à la chaîne chez Renault. Un enquêteur colombien, peintre en bâtiment. Un reporter de Sierra Leone, agent d'entretien à Disneyland Paris. D'autres s'en sortent mieux, dans le paramédical, le social ou la pub. L'ex-présentatrice du JT de 20 heures de Guinée s'occupe aujourd'hui d'adolescents en difficulté, à Barbès. Le « fixeur » (chauffeur-traducteur) tchadien, condamné à mort pour un reportage d'*Envoyé spécial* sur les écoles coraniques, travaille désormais à la médiathèque de Toulouse. Une chroniqueuse judiciaire algérienne a même décroché un poste de chef pâtissière dans un restaurant étoilé. « *Le problème fondamental, c'est la langue*, explique Philippe Spinau, directeur de la Maison des journalistes. *La plupart d'entre eux ne la maîtrisent pas suffisamment pour espérer travailler dans les médias français. Je ne veux pas les bercer d'illusions, donc je leur dis ouvertement de laisser tomber.* »

**Dans l'ensemble, ces réfugiés** s'accommodent des emplois qu'on leur offre et, avec plus ou moins de bonheur, entament une nouvelle vie. « *Certains sont même contents de faire autre chose, tant le journalisme est pour eux associé aux violences subies, aux menaces, à la prison, à la mort* », note Danièle Ohayon, chroniqueuse à Radio-France et présidente de la Maison des journalistes. D'autres ont plus de mal à se reconverter. S'accrochent. Font le siège de France 24, RFI ou Euronews, pour obtenir un contrat ou des piges. « *C'est comme une crise de paludisme, ça revient toujours : un jour ou l'autre, ces anciens journalistes ne peuvent s'empêcher de reprendre la plume* », raconte Danièle Ohayon. « *On m'a proposé des postes dans les assurances ou la banque qui m'auraient offert une vie confortable, mais je n'ai pas pu m'y résoudre*, résume Youcef Zirem, journaliste algérien. *J'écris chaque jour car il m'est impossible de faire autre chose.* » Le fameux « *Bon qu'à ça* » de Beckett. A Paris, Youcef survit comme il peut. Rédige par plaisir des critiques littéraires pour *L'OEil de l'exilé*, le webzine créé par la Maison des journalistes (2). Une façon de garder la main, de montrer qu'il sait faire.

## ***“Il y a beaucoup de journalistes militants qui sont davantage dans la diatribe que dans l'investigation.”***

« *Ce journal, comme la radio que nous avons lancée, nous permet d'étudier leurs possibilités* », explique Philippe Spinau. En sept ans, il a débusqué de vrais talents, pas toujours compatibles avec les formes du journalisme français : « *Il y a beaucoup de journalistes militants qui sont davantage dans la diatribe que dans l'investigation.* » Une poignée a malgré tout réussi à se faire une place. Comme Philomé Robert, brillant journaliste haïtien devenu présentateur du JT sur France 24. Environ 10 % des anciens résidents continuent leur métier, ou parviennent au moins à vendre quelques piges à des journaux, des chaînes de télévision.

**Des partenariats ponctuels**, célébrant la Journée mondiale de la liberté de la presse, ont permis aux plus motivés de travailler 24 heures à *La Croix* (2005), i>télé (2006) ou France Info (2008). C'est

au cours de l'une de ces opérations spéciales que le Camerounais J. Rémy Ngonono s'est fait repérer. Élégance africaine et faconde à couper le souffle, cet ex-directeur de radio, arrêté dix-sept fois par le régime de Yaoundé pour ses éditos politiques, a profité de sa participation exceptionnelle à *N'ayons pas peur des mots*, le talk-show d'i>télé, pour imposer son regard, sa verve, sa flamboyance. « *En régie, tout le monde était bouche bée* », se souvient-on à i>télé. Si bien qu'il a facilement rebondi sur d'autres chaînes, d'autres stations. Trois émissions sur RMC, des chroniques foot dans *On refait le match* (RTL-LCI), un édito quotidien sur RFI, des piges régulières pour i>télé... « *Mon accent, c'est ma force* », confie le journaliste, qui refuse de « *parler comme un Parisien* ». A chacune de ses apparitions télé, on lit en bandeau : « *J. Rémy Ngonono, Maison des journalistes* ». Hommage à ceux qui lui ont permis de poursuivre son métier, jusqu'à lui faire « *atteindre [s]on zénith* ».

**Au départ**, pourtant, rien n'était acquis. Il y a cinq ans, l'ANPE lui proposait, comme à beaucoup d'autres, un boulot de vigile. « *Je ne suis pas particulièrement costaud, mais je suis noir, ça doit être l'explication. On a beau montrer ses diplômes, on ressent parfois une condescendance nauséuse de la part de Français qui ne connaissent pas Senghor et s'imaginent que l'Afrique cultivée commence avec Rama Yade.* » Sa récente ascension médiatique ne lui a pas épargné les galères. Parfois même, elle les a accentuées. Si J. Rémy Ngonono a pu rapidement s'offrir une Mercedes, il n'a pas pu revoir sa femme ni ses enfants pendant quatre ans. « *L'administration française a bloqué la procédure de regroupement familial, alors que je possédais tous les papiers nécessaires.* » Il a accusé le Cameroun. A compris que ses chroniques à l'acide contre le président Sarkozy n'arrangeaient pas les choses. Sa famille n'est arrivée qu'en février dernier, avec l'appui de la Maison des journalistes. « *Tout le monde m'a conseillé de me calmer, raconte-t-il. Mais moi, je refuse de me taire. J'ai délibérément choisi un métier sacerdotal. Si j'avais accepté d'être manutentionnaire, je n'aurais sûrement pas subi cette désintégration familiale. Mais je n'y peux rien : jamais je n'abandonnerai ma liberté de parole.* » On en revient toujours là. A ce dilemme qui poursuit la plupart de ces hommes et de ces femmes d'une frontière à l'autre. Sacrifier le journalisme. Ou tout sacrifier pour lui.

(1) La Maison des journalistes développe aussi des partenariats de formation avec Sciences-Po et l'Ecole supérieure de journalisme de Lille (ESJ). Deux autres « maisons » du même type devraient voir le jour à Berlin et Cadix d'ici à 2012.

(2) [www.maisondesjournalistes.org](http://www.maisondesjournalistes.org)